Document généré le 4 août 2025 09:31

Cahiers de géographie du Québec

La géographie moderne et la pensée écologique

W. Donald McTaggart

Volume 32, numéro 87, 1988

URI : https://id.erudit.org/iderudit/021984ar
DOI : https://doi.org/10.7202/021984ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

McTaggart, W. D. (1988). La géographie moderne et la pensée écologique. *Cahiers de géographie du Québec*, *32*(87), 321–326. https://doi.org/10.7202/021984ar

Résumé de l'article

Née vers la fin du XIX^{e} siècle, la géographie moderne répondait alors aux besoins des pays colonisateurs. Après la Deuxième Guerre mondiale, le besoin d'une « science sociale universelle » entraîna la naissance d'une géographie « scientifique ». Cette dernière, nettement positiviste, a été vivement critiquée notamment par les tenants des courants humaniste et marxiste. Depuis peu, on assiste à la naissance d'un autre courant critique de cette géographie positiviste: l'écologie. Celle-ci se présente sous deux formes: l'« écologie adoptive » et l'« l'écologie fondamentale ». Pour la première, la société moderne peut résoudre la contradiction homme/nature par un processus de « correction » progressif. La seconde prône une transformation de la conscience humaine. Ayant pour nom « biorégionalisme », cette dernière trouve ses racines dans la société civile.

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1988

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC
Vol. 32, no 87, décembre 1988, 321-326

LA GÉOGRAPHIE MODERNE ET LA PENSÉE ÉCOLOGIQUE

par

Donald McTAGGART

Department of Geography, Arizona State University, Tempe, Arizona 85287, USA

RÉSUMÉ

Née vers la fin du XIX^{e} siècle, la géographie moderne répondait alors aux besoins des pays colonisateurs. Après la Deuxième Guerre mondiale, le besoin d'une « science sociale universelle » entraîna la naissance d'une géographie « scientifique ». Cette dernière, nettement positiviste, a été vivement critiquée notamment par les tenants des courants humaniste et marxiste. Depuis peu, on assiste à la naissance d'un autre courant critique de cette géographie positiviste : l'écologie. Celle-ci se présente sous deux formes : l'« écologie adoptive » et l'« l'écologie fondamentale ». Pour la première, la société moderne peut résoudre la contradiction homme/nature par un processus de « correction » progressif. La seconde prône une transformation de la conscience humaine. Ayant pour nom « biorégionalisme », cette dernière trouve ses racines dans la société civile.

MOTS-CLÉS : Géographie positiviste, humanisme, marxisme, pensée écologique, « bio-régionalisme ».

ABSTRACT

Modern Geography and Ecological Thought

Modern geography grew out of the needs of the colonialist/imperidalist powers in the later part of the 19th century. Shortly after World War II, a social science of universal scientific principle rather than a particularistic descriptive science was required. This has been the background to the emergence of « scientific geography » in North America since the 1950's. Critiques of this position have been mounted from several quarters. Humanism and marxism are perhaps the best known. However, in recent years, an ecological critique has begun to make itself progressively more and more evident. This ecological critique may be either « adaptive » or « fundamental ». This latter version has strong roots outside the academic community, and may yet evolve to become the most significant geographic critique of the contemporary « status quo ».

KEY WORDS : Positivist geography, humanistic geography, marxism, ecology, « bioregionalism ».

*

* *

On a l'habitude de considérer les formes de connaissance géographique en vogue avant et même après la Deuxième Guerre mondiale comme préscientifiques, encyclopédiques, voire incapables d'offrir des preuves fondées sur des principes de certitude. Rien de surprenant à cela, car la géographie du XIX^{e} siècle remplit le rôle de science descriptive pour la grande entreprise d'exploration mondiale. Par la suite, elle fut récupérée par les pays impérialistes pour faire face aux problèmes d'organisation de l'espace dans leurs colonies. Introduite au cours du XIX^{e} siècle dans les universités de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne, la géographie s'implanta tardivement aux États-Unis.

Cette géographie « descriptive » repose en grande partie sur les fondements philosophiques élaborés par les Allemands Kant, Hegel, von Humboldt, Ritter, Herder et Ratzel. Considérée par Kant comme science descriptive de la nature, y compris de l'être humain, la géographie essaya de décrire d'une façon assez précise les phénomènes observés à la surface de la terre. Par ailleurs, l'organisation de l'espace et des peuples sous ses formes politiques est vue, selon le schéma de Hegel, comme l'expression concrète de « l'Idée de l'Histoire ». À l'échelle planétaire, les phénomènes humains se présentèrent dans toute leur diversité, formés en civilisations distinctes où régnait le principe voulant que plus une société était libérée des forces et des contraintes de la nature, plus son niveau de civilisation était élevé (Rossi, 1970, p. 389).

Pendant les années 1950, les propositions de cette géographie « descriptive » ne satisfaisaient guère ni les besoins de la communauté intellectuelle ni ceux de l'État en Amérique du Nord. L'impérialisme américain se déployait alors sous l'influence de la Guerre Froide, période durant laquelle les dirigeants politiques et militaires des États-Unis n'attendaient qu'un signe de l'accroissement de l'influence soviétique, dans n'importe quel coin du monde, pour se lancer à la défense du « statu quo ». Néanmoins, pareille intervention devait se justifier tant sur le plan scientifique que sur le plan moral. Mais si sur le plan moral on faisait appel aux principes de « liberté » et de « démocratie » afin de justifier ces actions, sur le plan scientifique il n'en était pas de même. C'est donc le principe de l'« universalisme scientifique » qui fut invoqué pour justifier l'intervention dans les pays colonisés, car les sociétés plus riches, plus « avancées », se considéraient comme étant les meilleurs exemples de l'achèvement du progrès social et les seules susceptibles de montrer aux autres la voie du développement. Mais avant de recourir à ce principe d'« universalisme scientifique », il fallut d'abord une révolution de pensée dans la presque totalité des sciences sociales. Il fallut en fait accepter que partout dans le monde, dans toutes les sociétés, toutes les cultures et à n'importe quelle époque, les processus sociaux sont les mêmes et accepter de plus que ces processus sont également repérables au sein des pays capitalistes.

Dans la mesure où les propositions de la géographie descriptive ne s'adressaient qu'à des cas particuliers, elles n'avaient pas besoin des méthodes destinées à fournir des conclusions universelles. Cependant, pour les besoins d'une géographie moderne, scientifique et universelle, des méthodes précises et scientifiques deviennent indispensables afin de pouvoir soutenir des hypothèses et des propositions générales. Les méthodes de l'analyse statistique développées vers le début du siècle, ainsi que le recours à l'ordinateur pendant les années 1950, permirent aux géographes d'effectuer des analyses statistiques et de formuler des conclusions « mathématiques » et universelles.

Désormais, les sciences géographiques aux États-Unis vont être dominées par les méthodes positivistes. Mais il faut constater que l'adoption de ces méthodes ne représentent qu'un emprunt partiel à la philosophie positiviste, telle qu'elle avait été

élaborée par Auguste Comte pendant la première moitié du XIX^{e} siècle. Parmi les éléments de la philosophie de Comte retenus par la géographie positiviste, notons les procédés de la recherche scientifique (les principes, au nombre de cinq, sont le réel, la certitude, le précis, l'utile et le relatif). Mais des éléments importants de la philosophie positiviste, tels que le parallélisme dans l'évolution des sciences et des structures sociales ainsi que la rationalisation progressive de ces deux éléments, sont abandonnés. On adopte la méthode mais on ignore la religion.

Certes le rôle de la géographie moderne positiviste n'est plus celui de décrire tout simplement les paysages différenciés par les processus de l'évolution culturelle. C'est plutôt celui d'expliquer ces différences en fonction de la rencontre de la technologie et de l'espace. C'est-à-dire qu'elle essaie d'étudier d'une façon quantitative l'expression spatiale des sociétés dont l'état de la technologie constitue la variable prépondérante. Préoccupés par des questions relatives à la technologie, y compris l'influence de plusieurs facteurs techniques de production (capital, enseignement, infrastructure, etc.), les géographes positivistes arrivent à négliger certaines propositions importantes. Ils sont peu disposés à accorder aux facteurs politiques un grand rôle dans la formation de l'espace géographique, donc très peu disposés à faire ressortir les différences (sauf par rapport aux facteurs techniques déjà indiqués) entre la géographie d'un pays capitaliste et celle d'un pays socialiste, entre celle d'un pays développé et celle d'un pays sous-développé et dépendant. Les forces créatrices de l'espace géographique devenues universelles, l'unité scientifique de la discipline est assurée.

On ignore donc la thèse de Harvey (1973), qui insiste sur le fait que la structure de l'espace géographique dans une société moderne, telle que les États-Unis, reflète ses contradictions internes et ses conflits sociaux. Selon les sociologues de l'École de Chicago des années vingt, dont la pensée fut vite intégrée dans la géographie moderne, les conflits sociaux sont l'indice d'anomalies au sein de la société moderne, anomalies qu'ils sont appelés à corriger. Pour la géographie positiviste le conflit social n'a pas de rôle progressiste. Considéré comme une espèce de pathologie sociale, le conflit n'offre ni l'occasion ni les moyens d'analyser le dynamisme essentiel de la société.

La critique de la géographie positiviste aux États-Unis se présente sous deux formes divergentes, la géographie humaniste et la géographie marxiste. Pour les géographes dits « humanistes », la critique se réfère aux principes philosophiques de la phénoménologie. Mais, de même que pour les positivistes qui ne puisent qu'en partie à la philosophie positiviste d'Auguste Comte, les « humanistes » n'ont recours que partiellement aux principes de Husserl et de Shutz. Le défaut principal de la géographie positiviste, semble-t-il, est l'insouciance vis-à-vis du phénomène de la conscience humaine. Parce que les méthodes de recherche de la géographie positiviste ne traitent pas de la conscience, les géographes humanistes sont obligés d'en créer d'autres. La conscience n'est pas considérée comme un attribut appartenant à l'individu ; nul d'entre nous n'est « en possession » d'un morceau indépendant de cette « conscience ». Au contraire, reconnue comme phénomène collectif, la conscience doit être étudiée par l'intermédiaire de la littérature, d'autres éléments de la culture et par un effort de la part du chercheur afin d'assimiler « l'esprit » de la société qui est l'objet de sa recherche. Enfin, la conscience est devenue, comme toutes les autres données de la géographie positiviste, un objet d'étude, sauf qu'elle s'étudie par des moyens « subjectifs » plutôt que par des moyens « objectifs » et statistiques.

La critique des géographes marxistes est plus fondamentale et peut-être mieux connue, sinon mieux comprise. Elle attaque les concepts et les propositions de la

géographie positiviste sous plusieurs angles. Elle désapprouve la pensée de ceux qui insistent sur le fait que l'état d'une société à un moment donné représente l'équilibre, ou au moins une tendance à l'équilibre, en passant sous silence le déséquilibre du pouvoir économique entre la classe capitaliste et celle des travailleurs. Quant au rôle des États-Unis dans le monde, les géographes marxistes considèrent que ceux-ci participent, avec d'autres pays développés, à une entreprise d'exploitation globale où les pays sous-développés forment une classe de « nations prolétaires ».

Selon Harvey (1982), les géographes ont une contribution à offrir en vue de l'évolution de la pensée marxiste, surtout en ce qui concerne les structures spatiales de la société moderne. Il nous montre que le capitalisme, en crise du fait de ses contradictions internes, met à profit divers moyens afin d'éviter les conséquences catastrophiques. Par exemple, les déséquilibres monétaires du capitalisme s'allègent par suite de la manipulation du système de crédit, ce qui en soi ajoute aux contradictions inhérentes au fonctionnement du crédit et de la monnaie. Parfois les effets des déséquilibres structuraux de l'économie sont reportés à une autre échelle donnant ainsi naissance aux disparités régionales. Donc des économies régionales, voire internationales, de niveau nettement différencié se forment. Ces différences ne sont pas du tout liées aux qualités intrinsèques des régions elles-mêmes (« factor endowments ») ni aux qualités générales d'un système d'équilibre où des déclivités s'avèrent nécessaires afin de promouvoir la diffusion des richesses économiques. Elles représentent l'expression des contradictions et du pouvoir de ceux qui dirigent l'économie globale.

L'opposition entre la géographie positiviste et la géographie marxiste aux États-Unis est bien évidente. Il ne subsiste entre les deux que très peu de communication et de compréhension. Les préoccupations de leurs partisans respectifs sont si diamétralement opposées qu'aucune collaboration ne paraît possible. Quoi qu'il en soit, ces deux traditions contradictoires se trouvent, sinon rassemblées, du moins en quelque sorte obligées de faire face ensemble à une critique nouvelle. Cette critique est issue du constat que ni l'une ni l'autre des grandes traditions idéologiques de la géographie contemporaine n'aborde les problèmes écologiques occasionnés par les modes actuels d'utilisation du sol et les systèmes d'exploitation industrielle adoptés par la plupart des sociétés modernes, tant capitalistes que socialistes, ainsi que celles en cours de modernisation.

On aurait pu croire qu'une géographie écologique allait apparaître plus ou moins spontanément dès le moment où le monde scientifique fut sensibilisé aux problèmes écologiques, notamment par les œuvres de Rachel Carson (1962, 1965). Ni la rigueur intellectuelle ni la démonstration implacable de Carson ne réussirent à amener la majorité des chercheurs des sciences sociales à considérer l'unité fondamentale que représente l'écosystème terrestre. Fidèle à la proposition voulant que l'explication des phénomènes sociaux ne puisse s'appuyer que sur des facteurs et des structures propres au domaine social, la géographie positiviste continue à employer des modèles qui, dans leurs formes fondamentales, ignorent les particularités du paysage et le réduisent à un plan uniforme. Il en va de même pour la géographie marxiste pour qui l'étude des sociétés est indissociable de celle de leur capacité à asservir la Nature, et cela depuis les travaux de Engels (1960). Les facteurs sociaux, tels que la lutte des classes et l'organisation de la production, sont pour cette dernière d'une importance telle qu'ils confinent le « donné terrestre » à un rôle marginal dans l'explication du processus d'évolution historique des sociétés.

D'où viennent donc ces questions écologiques qui remettent en cause l'une et l'autre des formulations classiques de la géographie nord-américaine ? S'agit-il d'une

géographie nouvelle, indépendante, en dehors du cadre de la géographie universitaire « officielle » de l'Amérique du Nord ? Il nous faut en distinguer au moins deux sources principales ; la première que nous allons qualifier d'*environmentalism* ou d'« écologie adaptive », la deuxième d'écologie profonde » (« deep ecology », voir Devall, 1985).

L'« écologie adaptive » postule que les activités économiques des hommes affectent la stabilité des systèmes naturels du monde si bien que dans des cas extrêmes, ceux-ci risquent d'être complètement déstabilisés. À partir de ce constat, on arrive à croire que, si la société veut préserver le mode de production actuel, des mesures diverses s'imposent afin d'éviter toute rupture. Plus une société est dite « moderne », plus sa technologie est puissante ; et plus sa responsabilité est grande face à son pouvoir de « gérer » les systèmes naturels. Pour la géographie universitaire nord-américaine cette question, toute intéressante qu'elle soit, n'en demeure pas moins une préoccupation marginale. Aucun principe scientifique n'est mis en question. Seuls sont impliqués quelques éléments de la géographie appliquée, qui visent la prise de décisions politiques relatives à la protection de la nature.

L'« écologie profonde » a ses racines en dehors de la discipline géographique, à la périphérie même des grands courants des sciences biologiques. Ce mouvement évolue donc dans des conditions « extra-scientifiques ». Philosophie en même temps que science, il fait profession de foi du principe voulant que la santé de la biosphère est de loin plus importante que la prospérité des hommes. Tandis que les sciences positivistes ont rejeté toute idée d'un mécanisme « superorganique » qui réglerait l'histoire, et que les marxistes ont réduit cette dernière à la lutte des classes, l'« écologie profonde » propose un « esprit » de la nature, semblable à l'esprit d'histoire de Hegel. Peut-on dire que c'est cet esprit de la nature que l'on retrouve sous forme de « noösphère » chez Pierre Teilhard de Chardin (1959), de « Gaia » dans les œuvres de Lovelock (1979), d'union de la conscience et de la nature dans les œuvres de Gregory Bateson (1979) ?

Ces idées, émises depuis longtemps, mais très peu acceptées par la communauté universitaire américaine, commencent néanmoins à influencer une partie de la société en général ainsi qu'une infime partie de la communauté scientifique. Ces idées se sont notamment traduites par la création d'un mouvement qualifié de « biorégionalisme » (McTaggart, 1983 ; Parsons, 1985). Orienté vers la notion de *re-inhabitation* ou du « repeuplement » des régions dévastées par une société hantée par l'idée d'une économie de consommation illimitée, ce mouvement a donné naissance aux États-Unis à divers groupes qui cherchent à sensibiliser la population quant à la nécessité d'accorder à la nature une valeur particulière, une valeur qui devrait diriger l'évolution de la société elle-même sous tous ses aspects, plus particulièrement en ce qui concerne ses structures spatiales. Un élément important de la philosophie de ce mouvement table sur la nécessité que la totalité de la population devienne « consciente » de la nature de la région qu'elle habite. Certes il est évident que les intentions de ce mouvement s'opposent à celles qui, depuis longtemps, dominent la vie publique en Amérique du Nord, surtout aux États-Unis. Le mouvement donc n'a pas encore pris une grande ampleur. Néanmoins, ses idées se rapprochent, dans leur ensemble, des éléments de base de la pensée écologique de John Muir, fondateur du Sierra Club. Elles sont donc liées à une grande tradition de la culture américaine, où figurent des contemporains tels Edward Abbey (1968), Murray Bookchin (1982), *Friends of the Earth* et *Greenpeace*.

En ce qui concerne l'évolution de la pensée scientifique, l'impact de ce mouvement s'est déjà fait sentir. Ainsi, les sciences écologiques prennent-elles désormais place

parmi les sciences biologiques. Toutefois, chez les sciences sociales, il n'en va pas de même. Certains économistes ont déjà essayé de reformuler les concepts économiques fondamentaux (Georgescu-Roegen, 1971 ; Daly, 1980) et ensuite, les écologistes (Odum, 1971) essaient de créer une science économique nouvelle, moins orientée vers l'étude des finances et plus orientée vers une analyse des processus physiques du monde et de la production. L'énergie, dit-on, pourrait jouer le rôle de commodité axiale dans une science économique de la société post-industrielle (Hall, 1986).

Doit-on dire que la géographie universitaire contemporaine, préoccupée par des débats dont l'origine se trouve au XIX[e] siècle, est en train d'ignorer un mouvement social d'importance capitale ? Quelle géographie, positiviste, humaniste ou marxiste, s'adaptera le plus vite à ces perspectives nouvelles ? Va-t-on voir, au contraire, les institutions universitaires rater cette occasion de participer à un mouvement que supporte la population mais qu'ignorent les sciences sociales des Universités, incapables qu'elles sont d'absorber des perspectives révolutionnaires ?

SOURCES CITÉES

ABBEY, Edward (1968) *Désert solitaire*. New York, McGraw Hill.
BATESON, Gregory (1979) *Mind and Nature : a Necessary Unity*. New York, Bantam Books.
BOOKCHIN, Murray (1982) *The Ecology of Freedom : the Emergence and Dissolution of Hierarchy*. Palo Alto, Cheshire Books.
CARSON, Rachel (1962) *Silent Spring*. Greenwich (Ct), Fawcett.
_____(1965) *The Sea*. London, McGibbon and Kee.
DALY, Herman (1980) *Economics, Ecology, Ethics : Essays toward a Steady State Economy*. San Francisco, Freeman.
DEVALL, Bill (1985) *Deep Ecology : Living as if Nature Mattered*. Salt Lake City, G.M. Smith.
ENGELS, F. (1960) *Dialectics of Nature*. New York, International Publishers.
GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas (1972) *Energy and Economic Myths : Institutional and Analytical Economic Essays*. New York, Pergamon Press.
HALL, Charles A.S. (1986) *Energy and Ressource Quality : the Ecology of the Economic Process*. New York, Wiley.
HARVEY, David (1973) *Social Justice and the City*. Baltimore, Johns Hopkins University Press.
_____(1982) *The Limits to Capital*. Chicago, University of Chicago Press.
LOVELOCK, J.E. (1979) *Gaia : a New Look at Life on Earth*. Oxford, Oxford University Press.
McTAGGART, W. Donald (1983) *Bioregions : the Case of Bali, Indonesia*. Paper presented at the meetings of the Association of American Geographers, Denver.
ODUM, H.T. (1971) *Environment, Power, and Society*. New York, Wiley.
PARSONS, J. (1985) On « Bioregionalism » and « Watershed Consciousness ». *Professional Geographer*, 37 : 1-6.
ROSSI, P. (1970) Storia universale e geografia in Hegel. *Incidenza di Hegel*. Napoli, Morano, p. 369-407.
TEILHARD DE CHARDIN, Pierre (1959) *The Phenomenon of Man*. New York, Harper.